

DÉCLARATION DE BRUXELLES DES ARTISTES, DES PROFESSIONNELS ET DES ENTREPRENEURS DE LA CULTURE

Artistes, professionnels et entrepreneurs de la culture, venus des pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) et des pays membres de l'Union européenne, nous nous sommes réunis à Bruxelles du 1er au 3 avril 2009 à l'invitation du Conseil du Groupe ACP et de la Commission européenne. L'objet de cette rencontre était de mener une concertation sur les enjeux actuels et futurs de la coopération culturelle, l'importance à accorder au secteur culturel pour l'avènement d'une société de la connaissance et d'une économie créative, sur les besoins et attentes des professionnels des pays ACP et sur les orientations prioritaires à donner aux programmes de coopération culturelle entre les pays ACP et l'Union européenne.

Après tant de colloques où des diagnostics clairs ont été établis et des recommandations précises ont été formulées, mais sont restées sans suite, après tant de résolutions, de programmes et de plans d'action peu suivis d'application, c'est avec un mélange de scepticisme et d'espoir que nous sommes venus participer à ce Colloque.

Certes, l'Union européenne a développé, depuis de nombreuses années, d'importants programmes de coopération culturelle avec l'ensemble des pays ACP. Mais ces programmes sont restés peu structurants des politiques culturelles et des filières professionnelles artistiques nationales ou régionales. Ils sont restés, par ailleurs, limités au secteur culturel, sans emprise réelle sur les politiques de développement.

Clairement annoncée par le titre du colloque, l'intention d'articuler la culture, la création et le développement en associant des professionnels de la culture des ACP et d'Europe à des responsables politiques au plus haut niveau des Etats ACP et de l'Union européenne, nous redonne espoir et nous fait croire que cette Déclaration ne sera pas un nouveau texte international sans suivi politique et opérationnel. Si elle est supportée par les responsables politiques de l'Union européenne et des pays ACP, cette déclaration a de réelles chances d'aboutir à une nouvelle dynamique.

Aujourd'hui, l'ensemble des pays doivent faire face à une crise profonde : financière, économique et sociale. S'y ajoutent, notamment pour les pays en développement, les crises climatique, énergétique, de sécurité alimentaire et de sécurité humaine. Les politiques actuelles de coopération au développement ne permettent guère de relever convenablement les défis qui se posent en termes de développement durable. Nous devons donc repenser notre approche du développement. Et, sans vouloir surestimer le pouvoir de la culture, nous sommes convaincus que, comme le soulignait déjà Léopold Sédar Senghor, « la culture est au début et à la fin de tout développement ».

De nombreuses enquêtes et études nous montrent que la culture et la création artistique constituent dans certains pays l'un des secteurs économiques les plus dynamiques, en termes d'emploi, de croissance économique et de création de richesse. Par ailleurs, elles favorisent la cohésion sociale et la participation démocratique à la vie de la cité. Enfin, contrairement aux ressources minières, le capital social et culturel constitue une ressource renouvelable.

Concernant la coopération Nord - Sud, celle-ci ne pourra réussir sans l'amélioration des droits de l'Homme, de la démocratie et de la gouvernance. En stimulant l'imaginaire

individuel et collectif, en créant des liens entre les communautés, la culture et la création artistique contribuent à l'enracinement et au développement de la démocratie.

Parce que la culture, notamment le patrimoine culturel, contribue au développement économique, au bien-être des populations et à la cohésion sociale et qu'elle exerce un impact considérable sur d'autres secteurs du développement, nous artistes, professionnels et entrepreneurs culturels, formulons les trois revendications centrales suivantes :

- d'abord, que la culture fasse l'objet de politiques publiques structurantes, aux niveaux national, régional et international ;*
- ensuite, que la dimension culturelle soit prise en compte par les autres politiques sectorielles et inscrite dans une approche transversale du développement ;*
- enfin, que les artistes et les créateurs soient reconnus pleinement comme acteurs du développement et soient dotés d'un statut professionnel et social adapté à leur contexte.*

Le moment est venu d'agir. Pour cela, nous formulons des propositions qui prennent appui sur l'Accord de Cotonou, le Plan d'action de Dakar et la Résolution de Santo Domingo (ACP), le Plan d'Action sur « les industries culturelles pour le développement de l'Afrique » (UA), la Charte de la renaissance africaine, le Protocole sur la Coopération culturelle de l'Accord de Partenariat Economique entre les Etats du Cariforum et l'Union européenne, le Pacific Plan du Pacific Islands Forum, la Convention internationale pour la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles (UNESCO) et sur l'Agenda européen de la culture (UE). Ces propositions découlent de l'analyse des freins et des atouts pour augmenter la contribution de la culture au développement des pays ACP.

Elles correspondent à trois types d'objectifs et donnent lieu à plusieurs recommandations

Objectifs

Au plan politique :

- Amener les décideurs à définir des politiques culturelles, là où ce n'est pas encore le cas et à mener des politiques de soutien aux industries culturelles et à l'économie créative ;
- Convaincre les Etats ACP et membres de l'Union européenne, ainsi que la Commission européenne, de l'importance de la culture dans les processus de développement et les amener à traduire cette nouvelle priorité en termes financiers et budgétaires ;
- Augmenter la participation des pays ACP à l'offre culturelle au Nord pour réduire leur dépendance et renforcer la diversité culturelle au bénéfice de toute l'humanité ;
- Créer les conditions et le cadre légal, réglementaire et économique pour l'épanouissement de l'économie de la culture ;
- Renforcer la dimension régionale dans la mise en place d'infrastructures, d'institutions, de marchés, notamment en favorisant la constitution de pôles d'excellence régionaux ;
- Veiller à ce que les processus décisionnels soient transparents et démocratiques et impliquent la participation du secteur privé et des organisations professionnelles.
- Favoriser le développement des échanges commerciaux Nord - Sud, Sud- Nord, Sud – Sud et intra ACP, mutuellement profitables ;

Au plan économique :

- Stimuler l'émergence de marchés nationaux et régionaux et améliorer la place des contenus locaux sur ces marchés ;
- Améliorer la capacité des pays ACP à créer, produire, distribuer, et assurer la diffusion compétitive des produits et services culturels sur les marchés nationaux et régionaux et internationaux ;
- Renforcer le rôle des opérateurs privés dans les stratégies de développement des filières culturelles ;
- Favoriser les partenariats d'entreprises entre les opérateurs Nord-Sud pour l'accès aux marchés internationaux et pour le renforcement de leurs capacités ;
- Renforcer la contribution de la culture à la lutte contre la pauvreté et à l'amélioration des conditions de vie des populations des pays ACP, au moyen d'activités culturelles créatrices d'emploi et de richesses.

Aux plans social et culturel :

- Promouvoir la protection des artistes et des créateurs ainsi que le respect des droits culturels de tous les individus et notamment des plus défavorisés ;
- Contribuer au dialogue des civilisations et au dialogue interculturel, garants de paix et de sécurité.

Recommandations

- Nous proposons comme prioritaires les actions suivantes, concernant les cadres réglementaires et l'accès aux financements pour les industries créatives, la création et la production, la diffusion et la circulation des artistes et des œuvres, la formation des artistes et professionnels de la culture, ainsi que l'information et la communication entre acteurs culturels ACP. Pour la mise en œuvre, à court, moyen et long terme, il conviendrait de créer un climat de confiance entre les acteurs publics, privés et civils et de promouvoir la coopération et la mise en réseau. Par ailleurs, le rôle de la diaspora devrait être valorisé.

Recommandations pour les professionnels des Etats ACP et de l'Union Européenne

- Créer ou développer des organisations professionnelles dotées des moyens utiles au renforcement des secteurs culturels : représentation des intérêts privés, appui à la formation, diffusion d'informations ;
- Contribuer à la formalisation et à la professionnalisation des entreprises des pays ACP ;
- Fédérer leur créativité, afin de créer des plateformes de production collectives et de diffusion d'information au niveau national et régional de manière à augmenter la visibilité des créations des pays ACP au niveau international ;
- Participer aux programmes de formation en vue de transmettre et d'acquérir des compétences dans les domaines techniques et de la gestion ;
- Participer aux programmes de compagnonnage Nord-Sud et Sud-Sud contribuant au transfert de compétences entre opérateurs.

Recommandations pour les autorités locales, nationales et régionales

- Inscrire la culture comme priorité à prendre en compte dans le cadre des Programmes Indicatifs Nationaux et Régionaux (PIN et PIR) de coopération, ainsi que dans les Documents Stratégiques de Réduction de la Pauvreté ;
- Reconnaître la culture comme base du développement et mettre en œuvre une stratégie multisectorielle prenant en compte le caractère transversal de la culture et mobilisant la participation d'instances diverses (jeunesse, emploi, commerce, finances, tourisme, culture, communication, éducation, formation professionnelle, transports...) liées à l'environnement général des industries culturelles ;
- Elargir au secteur de la culture, les programmes existants dans le domaine de l'appui aux micro et petites entreprises ;
- Développer l'éducation artistique à tous les niveaux en impliquant la participation active des artistes et des professionnels de la culture ;
- Développer des programmes nationaux d'études, de collectes d'information et de statistiques sur l'économie de la culture utiles pour l'ensemble des filières ;
- Développer des politiques de soutien par filière ;
- Mettre en place, une stratégie d'appui au secteur privé : fonds de soutien, accès aux financements, formation, appui-conseil ;
- Renforcer les capacités des organisations professionnelles en les incitant à améliorer leur gouvernance et à se doter de programmes de formation et de diffusion d'informations ;
- Développer et mettre en œuvre des politiques audiovisuelles et de télécommunication, en vue de la création de plateformes pour la production et la diffusion de contenu culturel local dans les pays ACP et de l'UE ;
- Soutenir les regroupements de producteurs et de distributeurs pour des présentations collectives aux niveaux, national et régional, de leurs catalogues sur les principaux marchés internationaux ;
- Favoriser la circulation des artistes et des professionnels de la culture à l'international ;
- Identifier les besoins de formation, développer des programmes pluridisciplinaires et favoriser l'émergence de pôles d'excellence nationaux et régionaux ;
- Harmoniser et appliquer les législations relatives au statut de l'artiste, aux ayants-droit et à l'investissement ;
- Mettre en place un système fiscal et douanier favorable à l'amélioration des conditions de production et de diffusion des biens et services culturels en vue de la création de marchés culturels régionaux ;
- Favoriser l'accès des opérateurs culturels du Sud aux appels d'offre de leurs pays ;
- Soutenir l'organisation de séminaires et de marchés professionnels régionaux ;
- Professionnaliser et développer les festivals, lieux de rencontre, d'échange, d'expérimentation et de formation ;
- Protéger le patrimoine culturel et contribuer à sa mise en valeur pour améliorer les conditions de vie des populations qui en sont les légataires ;
- Encourager les villes à mener des actions de soutien au secteur culturel, notamment à travers l'implantation d'infrastructures, lieux de formation, de création et de diffusion.

Recommandations pour l'Union européenne

- Accompagner les autorités locales et nationales dans la mise en œuvre des actions citées précédemment et notamment les encourager à intégrer la culture dans les PIN et les PIR ;
- Développer les programmes culturels, notamment les Programmes de Soutien aux Initiatives Culturelles (PSIC) nationaux et régionaux pour promouvoir l'économie créative ;
- Favoriser l'appui technique aux opérateurs ACP et le transfert de compétences dans les programmes de coopération ;
- Améliorer la visibilité des cultures des pays ACP dans les pays membres de l'UE en soutenant les festivals d'envergure, les *show-cases* et les co-productions ;
- Favoriser la libre circulation des artistes et des professionnels de la culture dans les pays membres de l'UE en les incitant à créer un visa culturel ;
- Encourager les réseaux et accompagner les programmes de compagnonnage Nord - Sud et Sud - Sud servant le transfert de compétences entre opérateurs de même secteur ;
- Créer une « facilité culture » pour le développement afin de soutenir la dimension culturelle du développement économique et de la cohésion sociale ;
- Créer un fonds de soutien à la création et à la circulation des biens et services culturels des pays ACP dont l'organisation de la gestion, la durée, la prévisibilité et les conditions d'utilisation (procédures et critères de sélection) sont adaptées aux réalités des opérateurs des pays ACP et à la spécificité de la création artistique.

*Pour garantir le succès de cette initiative, nous appelons les États ACP, l'Union européenne et les agences régionales et multilatérales de coopération à **améliorer la coordination et la complémentarité de leurs interventions dans le plein respect de l'autonomie de l'artiste et de sa création**. Tout aussi nécessaire est d'augmenter significativement les ressources financières allouées, car la source de l'inertie que nous déplorons tient à ceci : les moyens ne sont pas à la hauteur des intentions, aussi nobles soient-elles.*

*Nous, artistes, professionnels et entrepreneurs culturels d'Afrique, des Caraïbes, du Pacifique et d'Europe, tous membres de l'espace que couvre l'Accord de Cotonou qui, en termes de respect de la diversité culturelle et de dialogue interculturel, est exemplaire pour le reste du monde, adoptons cette Déclaration et appelons à la mise en place d'un **comité de suivi**.*

Nous affirmons notre engagement de contribuer à travers nos œuvres et nos créations à l'avènement d'une nouvelle société où chaque membre pourra affirmer sa dignité et sa créativité et apporter sa part à la construction d'un monde meilleur.

Bruxelles, le 03 Avril 2009

+ en annexe : les recommandations des ateliers sectoriels.